

toutes les parties du globe. A cet égard, le Commonwealth est un reflet de notre monde et, comme tel, il ne peut fermer les yeux sur l'éventail des questions internationales urgentes de notre temps.

Quatre thèmes ont dominé le sommet de Londres: 1) la libération de l'Afrique australe; 2) la restructuration des rapports économiques mondiaux ou le Nouvel ordre économique international comme on l'appelle; 3) un engagement plus net et, en corollaire; 4) un autre engagement clair de trouver les solutions qui favoriseront le progrès économique et social de ses membres.

Les problèmes de l'Afrique australe sont étroitement liés entre eux. En Afrique du Sud, la révoltante doctrine de l'*apartheid* continue d'offenser la conscience du monde. Jusqu'à ce que cette injustice soit redressée — et que la justice et l'égalité règnent comme il se doit — nous devons lutter pour son élimination autant par esprit de justice que parce que les conflits qu'elle engendre causent du tort à d'autres régions.

Nous ne connaissons tous que trop bien la situation en Rhodésie où un régime minoritaire soutenu par l'Afrique du Sud semble déterminé à garder le pouvoir ou à ruiner le pays. Aucun d'entre nous ne peut trouver d'excuse à l'obstination du régime Smith en Rhodésie et à son refus de transmettre le pouvoir à la majorité. Plus cette situation dure, plus minces sont les chances d'en arriver à un règlement pacifique et négocié, et plus proche l'éventualité d'une escalade de la violence. Par des pressions et des négociations continues, nous devons chercher une solution pacifique. Le Canada, quant à lui, continuera de soutenir les efforts faits par la Grande-Bretagne et les États-Unis pour obtenir un règlement pacifique et durable.

Le régime Smith est fortement tributaire de l'appui qu'il reçoit de l'étranger. La Commission des sanctions du Commonwealth, créée pour surveiller l'application des sanctions décrétées par l'ONU, a signalé des "infractions en masse" qui permettent au régime Smith de tenir. Nous espérons que tous les États prendront les mesures appropriées pour respecter la décision des Nations Unies sur les sanctions à l'endroit de la Rhodésie.

Le problème de la Rhodésie impose de lourdes charges à deux États membres du Commonwealth directement concernés: le Botswana et la Zambie, ainsi qu'au Mozambique. Je pense ici au nombre considérable de réfugiés, aux contraintes économiques sévères causées par la fermeture de lignes ferroviaires d'importance cruciale et aux accrochages militaires. Le Commonwealth a apporté une contribution directe et nécessaire à l'aide multilatérale par l'intermédiaire du Programme spécial du Commonwealth pour le peuple du Zimbabwe et le Fonds du Commonwealth pour le Mozambique.

Pour ce qui est de la Namibie, le Canada et les autres membres occidentaux du Conseil de sécurité tentent toujours, grâce à des discussions avec les parties intéressées, de faciliter une solution qui mette un terme à la présence illégale de l'Afrique du Sud dans ce pays. Le Commonwealth reconnaît le droit de tout le peuple de la Namibie de participer à la prise en main et à la réalisation de l'indépendance de leur pays.